

## LA PLEINE INDEXATION DES ALLOCATIONS FAMILIALES

**M. Ernie Epp (Thunder Bay-Nipigon):** Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter des pétitions signées par des résidents de quatre provinces du Canada, notamment de la ville de Langley, en Colombie-Britannique, de Saint-Hubert et d'ailleurs au Québec, de Moncton et d'autres localités du Nouveau-Brunswick, et aussi de Halifax et d'autres régions de la Nouvelle-Écosse. Tous protestent contre la décision du gouvernement de désindexer le régime universel des allocations familiales. Nous faisons remarquer que les divers changements que le gouvernement a proposés auront pour conséquence d'empirer la situation économique même des familles les plus pauvres d'ici 1990. Ils demandent à la Chambre des communes de rétablir la pleine indexation des allocations familiales.

**M. Gus Mitges (Grey-Simcoe):** Monsieur le Président, il est de mon devoir de présenter une pétition au nom de certains citoyens d'Owen Sound et de la région environnante, dans la circonscription de Grey-Simcoe, qui s'opposent à la réduction de l'indexation des allocations familiales. Les pétitionnaires estiment que les enfants sont la responsabilité de tous et qu'il faut maintenir le principe de l'indexation intégrale.

## LA FERMETURE POSSIBLE DES ATELIERS DU CN À MONCTON

**M. Dennis H. Cochrane (Moncton):** Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter à la Chambre plusieurs pétitions signées par des habitants des circonscriptions fédérales de Moncton, ainsi que de Westfall et de Kent, faisant état de leurs inquiétudes au sujet de l'avenir des ateliers du CN à Moncton.

## L'ASSURANCE-CHÔMAGE—LA DÉDUCTION DES REVENUS DE PENSION

**M. Ian Deans (Hamilton Mountain):** Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter une pétition signée par un certain nombre d'habitants de Hamilton qui demandent au Parlement de s'assurer que tous les employés retraités conservent leurs prestations de retraite et reçoivent leurs prestations d'assurance-chômage sans déduction de leurs revenus de pension.

## LA PLEINE INDEXATION DES ALLOCATIONS FAMILIALES

**M. Stan J. Hovdebo (Prince-Albert):** Monsieur le Président, j'ai l'honneur et le devoir de présenter un certain nombre de pétitions envoyées par les habitants de quelques provinces; la première nous vient de Montréal, au Québec; la deuxième, de la région de Moncton, dans le Nouveau-Brunswick; la troisième, de Vancouver, en Colombie-Britannique; et la dernière, de la Nouvelle-Écosse.

Tous les signataires demandent humblement à la Chambre des communes de rétablir la pleine indexation des allocations familiales universelles et de supprimer les augmentations d'impôt injustes.

[Français]

**M. Cyril Keeper (Winnipeg-Nord-Centre):** Monsieur le Président, j'ai quatre pétitions concernant les allocations familiales. Les soussignés de ces pétitions indiquent que la désindexation des allocations et le désengagement public envers les

## Pétitions

bénéfices pour les enfants constituent une attaque injuste contre les familles avec enfants et surtout contre les familles monoparentales.

Monsieur le Président, c'est une pétition qui vient de la province de Québec.

[Traduction]

J'ai une autre pétition qui a trait au même sujet et dans laquelle les pétitionnaires exhortent le gouvernement à rétablir la pleine indexation des allocations familiales. Il s'agit du même genre de pétition que celle présentée par le Québec, sauf que celle-ci vient du Nouveau-Brunswick. J'en ai une autre de la Nouvelle-Écosse, qui prie le gouvernement de rétablir la pleine indexation des allocations familiales. Enfin, j'ai une dernière qui nous vient de la Colombie-Britannique. Ainsi, des pétitionnaires d'un peu partout au Canada exhortent le gouvernement à rétablir la pleine indexation des allocations familiales.

**Mme Margaret Mitchell (Vancouver-Est):** Monsieur le Président, je voudrais moi aussi présenter quelques-unes des très nombreuses pétitions qui nous sont parvenues pendant le congé des fêtes. La première provient de Burnaby, en Colombie-Britannique; ses signataires prient la Chambre des communes de rétablir la pleine indexation des allocations familiales universelles.

La deuxième est signée par un certain nombre de personnes du Nouveau-Brunswick, qui exhortent la Chambre des communes à rétablir la pleine indexation des allocations familiales et à supprimer les augmentations d'impôt injustes.

Dans la suivante, qui est rédigée en français, on dit ceci:

[Français]

A ces choses, demandent humblement, les soussignés, que la pleine indexation des allocations familiales soit restaurée et que les augmentations injustes des impôts soient révoquées.

Et vos pétitionnaires ne cesseront de prier.

● (1520)

[Traduction]

La pétition suivante porte sur le même sujet, étant signée de citoyens de Kemptville et de Wolfville, en Nouvelle-Écosse. J'en ai une autre, en français, provenant de Round Hill, en Nouvelle-Écosse. Les dernières viennent de Truro, Cambridge et Dartmouth, toujours en Nouvelle-Écosse, et concernent la même chose, soit la désindexation des allocations familiales.

**M. Neil Young (Beaches):** Monsieur le Président, j'ai le devoir et le privilège de présenter plusieurs pétitions. La première qui concerne la réduction des allocations familiales m'a été envoyée par un organisme de Kitchener appelé Help Stamp Out Poverty Everywhere. Les pétitionnaires signalent qu'à leur avis, la désindexation des allocations familiales proposée dans le budget est, de toute évidence, une attaque contre les pauvres en général, et demandent donc au gouvernement de rétablir la pleine indexation de ces prestations.